

Article36

Table ronde régionale pour renforcer la protection des civils contre l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA)

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le 27 et 28 février 2025

Une table ronde est organisée avec des représentants des pays d'Afrique australe et d'autres acteurs clés, y compris la société civile et les organisations internationales (ONU et CICR), sur le renforcement de la protection des civils contre l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées. Il s'agit notamment de soutenir la *Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées* en tant que cadre permettant de réduire les préjudices causés aux civils (voir www.ewipa.org).

Cette table ronde vise à :

- Améliorer la compréhension de l'impact humanitaire des armes explosives dans les zones peuplées parmi les représentants des gouvernements d'Afrique australe et la sensibilisation à la Déclaration politique et à l'agenda politique international sur ce thème.
- Mieux comprendre les perspectives et les positions des états sur la question dans la sous-région, en offrant un espace pour explorer les points de vue sur la Déclaration, les considérations pour y adhérer et sa mise en œuvre, et l'impact de la dynamique géopolitique. Ces informations permettront d'adapter les approches et de contribuer, le cas échéant, aux réunions internationales.
- Encourager la collaboration entre les états, les organisations de la société civile et les organisations internationales travaillant sur cette question, afin de fournir des informations et un soutien qui contribuent à l'adoption et à la mise en œuvre de la Déclaration au niveau national.
- Mettre en évidence les initiatives et les politiques qui ont été mises en œuvre avec succès dans la région et dans le monde pour relever les défis posés par les armes explosives dans les zones peuplées, ou pour atténuer les effets des armes et des conflits armés dans d'autres cadres humanitaires et de désarmement connexes.

La présente note fournit des informations générales aux participants afin de faciliter leur préparation à la table ronde de la manière suivante :

- Accéder aux recherches sur les conséquences humanitaires de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées, voir également www.explosiveweaponsmonitor.org
- Accéder à des informations sur la Déclaration politique relative aux armes explosives dans les zones peuplées, disponible dans différentes langues à l'adresse [suivante : www.ewipa.org](http://www.ewipa.org). Voir également le [cadre de mise en œuvre de l'INEW](#)¹ ici.
- Soutenir les discussions internes sur les positions des états sur la question des armes explosives dans les zones peuplées et la Déclaration politique. Voir les profils des positions des états à l'adresse suivante : <https://explosiveweaponsmonitor.org/state-positions>

Contexte

L'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA) constitue une menace importante pour les civils dans le monde entier, en particulier dans les régions touchées par des conflits. Il s'agit notamment des pertes en vies humaines et des blessures, des traumatismes, des déplacements et des souffrances infligés par les dommages causés aux infrastructures essentielles, notamment les

¹ Cadre de mise en œuvre de l'INEW (2024), <https://www.inew.org/wp-content/uploads/2024/02/Implementation-Framework.pdf>

hôpitaux et les écoles, l'approvisionnement en électricité et les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, qui peuvent avoir des effets désastreux et à long terme sur les communautés.

Nous en sommes témoins aujourd'hui à Gaza, au Liban, au Myanmar, au Soudan et en Ukraine, où les atteintes aux civils atteignent des niveaux alarmants. Ces pertes massives de vies civiles, ainsi que d'autres effets dévastateurs, montrent que la nécessité d'accorder la priorité aux questions humanitaires est plus importante que jamais

En réponse à ce type de dommages causés par les bombardements et le pilonnage des villes et autres zones peuplées, les états, en partenariat avec des organisations de la société civile, les Nations unies et le CICR ont élaboré la *Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils en cas d'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées*.² En juillet 2019, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a exprimé son soutien à un processus de consultation inclusif visant à élaborer une déclaration politique qui traiterait de l'impact des armes explosives dans les zones peuplées.³ La déclaration a été formellement adoptée par les états à Dublin, en Irlande, en novembre 2022 et, à l'heure actuelle, 87 pays y ont adhéré.⁴

Dans la sous-région de l'Afrique australe, trois états ont jusqu'à présent approuvé la Déclaration : les Comores, Madagascar et le Malawi.

Treize États n'ont pas encore adhéré à la Déclaration : Angola, Botswana, République démocratique du Congo, Eswatini, Lesotho, Maurice, Mozambique, Namibie, Seychelles, Afrique du Sud, République unie de Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.

La Déclaration vise à renforcer la protection des civils dans les conflits armés et à réduire les préjudices causés aux civils. Cette aspiration est conforme aux vues exprimées par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine selon lesquelles des efforts doivent être déployés pour renforcer la protection des civils et atténuer l'impact des conflits armés sur les civils et les infrastructures civiles, notamment en encourageant le respect du droit humanitaire international, des Principes de Kigali sur la protection des civils⁵ et de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles. Bien qu'elle ne soit pas juridiquement contraignante, la Déclaration de l'EWIPA est une déclaration d'intention importante et un outil permettant de faire évoluer à long terme les normes applicables aux conflits armés. Les signataires se sont engagés à élaborer les politiques et les pratiques nécessaires pour placer les préoccupations humanitaires au centre des normes mondiales relatives aux conflits. La Déclaration reconnaît les dommages immédiats et à long terme que les armes explosives causent aux civils et aux infrastructures civiles.

Surtout, elle engage les états à élaborer des politiques visant à éviter les dommages aux civils en limitant et en s'abstenant d'utiliser des armes explosives dans les zones peuplées. La Déclaration est un symbole important de la coopération internationale et un engagement à prendre des mesures concrètes pendant et après un conflit. Au-delà des politiques et des pratiques militaires, ces actions concrètes comprennent la facilitation de l'accès et de l'assistance humanitaires aux communautés touchées par un conflit, des mesures de protection pour les civils et des mesures correctives pour les personnes affectées.

L'Afrique australe, bien qu'elle ne connaisse pas de conflit armé généralisé, n'est pas à l'abri des répercussions de la violence armée, qui peuvent avoir des effets humanitaires dévastateurs. L'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées compromet l'Agenda 2063 de l'Union africaine et la réalisation des objectifs de développement durable (ODD), en contribuant à la fragilité et à l'insécurité des États et en nuisant aux efforts de développement. L'Union africaine, de nombreux États, des agences des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge CICR et la société civile ont tous déjà exprimé leur profonde inquiétude face aux graves préjudices que les civils subissent du fait des bombardements et des tirs d'obus dans les villes et autres zones peuplées,

² *Déclaration politique sur le renforcement de la protection des civils contre les conséquences humanitaires découlant de l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées* (2022), <https://ewipa.org/the-political-declaration>

³ Communiqué de presse de l'Union africaine (2019), <https://www.peaceau.org/en/article/press-statement-of-the-859th-meeting-of-the-psc-held-on-17-july-2019-dedicated-to-an-open-session-on-the-theme-protection-of-civilians-from-the-use-of-explosive-weapons-in-populated-areas-ewipa>

⁴ Voir la liste actuelle des états soutenant le projet : <https://ewipa.org/endorsement>

⁵ Principes de Kigali sur la protection des civils (2015) : <https://www.globalr2p.org/resources/the-kigali-principles-on-the-protection-of-civilians/>

préjudices qui risquent de s'aggraver à mesure que le monde s'urbanise et que les conflits se déroulent de plus en plus dans les centres urbains, à moins que de nouvelles normes ne soient établies pour y remédier. Le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a également exprimé, par le biais de communiqués et de déclarations à la presse, son engagement en faveur de la protection des civils dans les conflits armés, adopté lors de la 841^e réunion du CPS en avril 2019, de la 833^e réunion du CPS en mars 2019 et de la 775^e réunion du CPS en mai 2018.

Lors de la conférence régionale de Maputo⁶ et par l'intermédiaire de l'Union africaine⁷, les états africains ont exprimé leur inquiétude quant à l'utilisation d'armes explosives dans les zones peuplées et se sont engagés à soutenir et à prendre part au processus visant à élaborer une déclaration politique qui traite de l'impact des armes explosives ayant des effets à grande échelle dans les zones peuplées. Cet engagement a été renouvelé récemment par de nombreux états d'Afrique australe dans le cadre du Pacte du Commonwealth, adopté en avril 2024 en Afrique du Sud à l'issue de la 6^e Conférence du Commonwealth sur le droit international humanitaire. Le pacte encourage les états du Commonwealth à approuver et à mettre en œuvre la Déclaration.

Sur cette base, les états africains devraient jouer un rôle fondamental en adhérant à la déclaration et en faisant partie de la communauté internationale des pays qui contribuent à faire avancer sa mise en œuvre, afin d'établir de nouvelles normes qui peuvent aider à mieux protéger les civils dans les conflits armés.

En adhérant à la Déclaration, les états africains réitèrent leur engagement, dans le cadre de la Feuille de route principale de l'UA, à prendre des Mesures pratiques pour faire taire les armes en Afrique d'ici à 2020 et à intensifier les efforts visant à prévenir les conflits armés en Afrique et à y mettre un terme.

Cette table ronde vise à favoriser le dialogue entre les états, la société civile et les organisations internationales en Afrique australe afin d'encourager l'adoption et la mise en œuvre de cette Déclaration et de renforcer la coopération régionale dans ce domaine.

Ordre du jour

1. Remarques préliminaires : Présentation des objectifs de la table ronde.
2. Encadrer les présentations : Perspectives d'experts sur l'impact humanitaire des armes explosives dans les zones peuplées (EWIPA) et l'importance de la Déclaration politique.
3. Discussions en panel :
 - Défis actuels et impacts humanitaires des armes explosives.
 - Modifications des politiques et des pratiques militaires.
 - Collecte de données et suivi des dommages causés aux civils.
 - Assistance aux régions touchées par les conflits.
 - Comprendre les positions des états par rapport à la Déclaration.
 - Stratégies permettant aux états d'approuver, de mettre en œuvre et de promouvoir la Déclaration politique.
4. Conclusion et prochaines étapes : Résumé des discussions, des engagements pris et des plans d'actions de suivi.

Résultats attendus

- Une compréhension claire de l'impact humanitaire des armes explosives dans les zones peuplées.
- Une meilleure compréhension de l'importance et de la pertinence de la Déclaration, ainsi que des changements politiques et pratiques qu'elle cherche à générer.
- Un engagement accru des états de la sous-région visant à soutenir la Déclaration politique.
- Un renforcement des réseaux avec les représentants des états de la région CDAA.

⁶ Communiqué de Maputo, Conférence régionale de Maputo (2017), <https://www.inew.org/maputo-regional-conference-on-the-protection-of-civilians-from-the-use-of-explosive-weapons-in-populated-areas/>

⁷ Communiqué de presse de l'Union africaine (2019), <https://www.peaceau.org/en/article/press-statement-of-the-859th-meeting-of-the-psc-held-on-17-july-2019-dedicated-to-an-open-session-on-the-theme-protection-of-civilians-from-the-use-of-explosive-weapons-in-populated-areas-ewipa>

- Un plan d'action collectif mais informel décrivant les étapes à suivre pour soutenir la Déclaration politique avant la conférence internationale qui examinera l'universalisation et la mise en œuvre de la Déclaration au Costa Rica en juillet 2025.

* * *

Personnes à contacter

Pour plus d'informations, veuillez contacter

M. Joseph Dube, Désarmement et contrôle des armes, Directeur, Afrique du Sud.

joseph@polka.co.za

Mme Laura Boillot, Article 36, Directrice. laura@article36.org

Mme Megan Wiseman-Searle, Coordinatrice des opérations. megan@article36.org